

Longtemps perçu comme une question abstraite, le réchauffement climatique produit des effets tangibles.

Pour ceux qui informent sur ces effets se pose la question de la façon dont parler de la crise.

Au-delà des discours, le choix du vocabulaire à adopter divise les linguistes.

Urgence climatique : en parler, sans paralyser

— Les effets du réchauffement climatique sont désormais tangibles partout à travers le monde.

— Une nouvelle réalité qui pose la question des discours sur le sujet.

« Nous sommes entrés dans l'ère de l'ébullition mondiale », tonnait Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, lors de l'été 2023, le plus chaud mesuré sur terre. « Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique, avec le pied toujours sur l'accélérateur », « l'effondrement climatique a commencé »... Depuis sa nomination en octobre 2017, l'ancien premier ministre du Portugal redouble de créativité sémantique pour traduire en mots la gravité de la crise climatique.

L'efficacité de cette stratégie fait débat au sein des milieux écologistes. Mais elle témoigne de la difficulté de lutter contre une forme d'habitude, à l'heure où chaque nouveau mois apporte son lot d'événements extrêmes. Comment continuer de parler de l'urgence ? Et comment... être écouté ? « Une forme de fatigue informationnelle et de sentiment d'impuissance peut s'installer », analyse Lucile Schmid, cofondatrice du cercle de réflexion La Fabrique écologique. Elle est liée, d'une part, à un espace médiatique qui est saturé de mauvaises nouvelles

et, de l'autre, d'un défaut d'action politique à la hauteur. »

La question est en partie politique, donc. Mais chez l'ensemble des acteurs qui parlent d'écologie, la question du discours ne se pose pas moins : « Jusqu'à présent, c'est surtout le diagnostic qui a été mis en avant, et pas suffisamment ce qui relève de l'action et de l'inaction », poursuit Lucile Schmid. C'est vrai au sein des médias, mais aussi des médiateurs en général, comme au sein des cercles de réflexion, des vulgarisateurs, des professeurs... »

« Il y a une forme d'injonction à être positifs quand on parle d'écologie. »

Depuis quelques années, la sphère écologiste est ainsi traversée par la question de « réinventer les imaginaires » : changer notre rapport à la Terre, rendre désirable la perspective d'une société plus sobre, créer des ponts entre les enjeux sociaux et environnementaux, mettre en avant les solutions... « La sphère militante s'empare aussi de nouveaux outils comme l'art ou l'humour », note Philippe Ramos,

cofondateur de la plateforme de vidéo TV4Planet. Cela peut permettre de toucher de nouveaux publics. »

Ce qui n'empêche pas pour autant de continuer à alerter. « Il y a une forme d'injonction désormais à être positif quand on parle d'écologie, regrette l'activiste Camille Étienne. Or nous avons aussi une nécessité de continuer à alerter et informer sur le sujet. Penser que ces faits n'intéressent pas la population, c'est une forme d'infantilisation. » La militante de 25 ans choisit de mettre l'accent sur des sujets passés, selon elle, sous les radars : polluants éternels, exploitation minière en eaux profondes, etc., « mais en l'accompagnant toujours de propositions politiques », précise-t-elle.

Parler du climat sans susciter le rejet ou la lassitude : la question agite aussi les médias. Dans des termes différents, car leur rôle est d'informer et non

repères

À « La Croix », une refonte en 2023

Pour couvrir les questions d'environnement, La Croix a fait le choix en 2023 de transformer ses pages « Économie » en « Éco et transition », afin de réunir dans un même service les compétences nécessaires à la couverture de l'actualité économique et



de plaider une cause. À l'instar d'autres sujets – conflits, terrorisme... – le thème est de ceux que l'on range dans la catégorie « anxigène ». Ou trop technique, au risque de rebuter le lecteur. « Il y a dix ans, il était difficile pour les journalistes environnement de mettre en avant ces questions, se souvient Anne-Sophie Novel, journaliste spécialisée dans les alternatives écologiques et les médias. Depuis deux ou trois ans, le climat s'impose comme un fait politique, si bien qu'il est de plus en plus traité. » Même si elle

sociale et de la crise écologique.

Un cahier hebdomadaire de trois pages est aussi publié chaque mercredi. Baptisé « Planète/l'urgence et les solutions », il s'attache à approfondir un sujet et propose le portrait d'une personnalité en lien avec la transition écologique.

Une newsletter dédiée est aussi envoyée chaque mardi.

met en garde, en parallèle, contre un risque d'essoufflement.

Dans la foulée de l'été 2022 – le plus chaud enregistré en France –, nombre de médias se sont engagés à mieux couvrir ces questions en formant leurs journalistes et en se dotant de charte ou signant celle « pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologiste » lancée par un collectif de journalistes. Plusieurs médias se sont ainsi dotés de nouvelles rubriques pour traiter de la question environnementale, à l'instar de La Croix.

La chaîne France 2 a, par exemple, choisi de transformer son bulletin météo quotidien en un « Journal météo climat », qui mêle prévisions et réponse aux questions des téléspectateurs sur le réchauffement climatique. « Il faut créer une culture des questions climatiques que beaucoup ont l'impression de comprendre, mais qui restent très difficiles à saisir dans leurs mécanismes », explique Audrey Cerdan, rédactrice en chef Climat transverse à France ●●●

Des journalistes de TF1 à Neuville-sous-Montreuil (Pas-de-Calais) inondée par le débord de la Canche, le 2 janvier. Sebastien Jarry/Voix du Nord/MaxPPP



●●● Télévisions. Chez Ouest-France, le journal tente d'insuffler du climat dans toutes ses rubriques, en même temps qu'il a mis en place de formats pédagogiques. « On essaie de se placer à hauteur d'homme et de femme, et de montrer les effets sur le quotidien comme les initiatives », explique Cyril Petit, rédacteur en chef délégué à Ouest-France.

Plus de place à l'environnement, donc, au risque de favoriser une fatigue « informationnelle » ? Aux yeux de Sophie Bécherel, cheffe du service sciences santé environnement à France Inter, la question ne doit pas forcément se poser en ces termes : « Au sein d'une rédaction radio, nous réagissons à l'actualité. On ne va pas renoncer à traiter des informations, sous prétexte qu'elles seraient anxiogènes. »

Preuve que l'intérêt est bien là, sur le « Journal météo climat », « l'audience est restée stable voire augmente », souligne Audrey Cerdan. La recette est celle de l'explication, sans pren-

« Enquêter rigoureusement sur des solutions nécessite d'être formé et d'y consacrer du temps. »

dre une position de surplomb puisque l'on répond aux questions du public ». Reste que, pour QuotaClimat et Climat Médias, deux associations qui défendent une loi sur la représentativité des sujets sur l'écologie dans les médias, le traitement des sujets environnementaux demeure trop timoré. « En dehors des records de températures, l'actualité environnementale reste encore peu abordée », regrette Eva Morel, de QuotaClimat, dans une interview récente à La Croix. Il faudrait davantage de contenus sur le climat, notamment sur les pro-

grès de la transition et ce qui la bloque. »

« Les médias ont un rôle très important d'enquête et de pédagogie sur les problèmes mais aussi sur les solutions, insiste Sophie Roland, journaliste et formatrice sur les enjeux climatiques et de biodiversité. Lorsque l'on parle d'une canicule, c'est aussi une occasion pour enquêter sur les solutions de réduction des émissions de gaz à effet de serre. » Une approche qui nécessite de revoir de vieux automatismes acquis en école de journalisme, qui voudraient que l'actualité immédiate détermine le traitement des sujets. Autre difficulté : « Enquêter rigoureusement sur des solutions, interroger leur réplicabilité à grande échelle et leurs limites nécessite d'être formé et d'y consacrer du temps », poursuit Sophie Roland. Et donc des choix éditoriaux différents et... des moyens. Une ressource de plus en plus rare en pleine crise de la presse.

Camille Richir

entretien

« Le plus efficace, c'est de rappeler pourquoi il est juste d'agir »

Gérard Pirotton

Docteur en sciences de l'information et de la communication



Gérard Pirotton

— Pour alerter sur le dérèglement climatique, le choix des mots est essentiel.

— Sensibiliser est plus simple, selon Gérard Pirotton, si l'on choisit de se placer sur le terrain des valeurs.

Pourquoi le choix des mots est-il déterminant quand on aborde le sujet du changement climatique ?

G. P. : Un mot n'est jamais neutre. Chaque terme renvoie dans notre système de pensée à des acteurs, des conséquences et des capacités d'action.

Quelle est l'expression la plus efficace pour sensibiliser aux enjeux environnementaux ?

G. P. : Le terme « réchauffement climatique » est le premier qui a été utilisé par les scientifiques, dans les années 1980, pour tirer la sonnette d'alarme. Il est pourtant à proscrire car le mot « réchauffement » est associé à l'affection et au réconfort, il n'implique pas la nécessité d'une action face à une situation inquiétante. Aussi, le plus fait penser que c'est le mieux. Le terme « changement climatique », recommandé par Franck Luntz (ancien conseiller de George W. Bush), est aussi à bannir car le changement est une chose assez normale pour le climat. L'argument selon lequel le climat a toujours changé est d'ailleurs repris par les climatoconfusionnistes, cela exclut toute responsabilité humaine. L'« effondrement » renvoie, lui, à la peur, ce n'est pas un moteur pour agir, au contraire. Je préfère donc les termes de « dérèglement climatique » et « crise climatique ».

Pourquoi parlez-vous de « climatoconfusionnistes » et pas de « climatosceptiques », un terme beaucoup plus employé ?

G. P. : Les climatosceptiques utilisent ce terme parce que les scientifiques sont sceptiques par nature. Or le dérèglement climatique fait l'objet d'un consensus scientifique, il ne s'agit plus de le remettre en cause. Ces personnes tentent d'introduire le doute sur l'origine anthropique du dérèglement climati-

que, je préfère les nommer à partir de leur intention, pas de la façon dont elles se présentent. Aussi, en s'appelant comme cela, ils renvoient les autres vers le camp des climatocroyants. La croyance relève de la religion, pas de la science.

Les climatoconfusionnistes communiquent-ils mieux que les scientifiques ?

G. P. : Les climatoconfusionnistes ont davantage travaillé sur la forme du discours plutôt que sur le fond, et ça s'est révélé efficace. De l'autre côté, l'erreur a été de croire que si un message est scientifiquement juste, les gens seront convaincus. Par exemple, lorsque les scientifiques expliquent qu'il faut limiter le réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels, c'est souvent mal compris. La moyenne annuelle globale des températures est une notion trop abstraite pour notre cerveau. Ainsi, s'il faisait aujourd'hui 1,5°C de plus que la température que je ressens à l'instant, ne serait-ce pas plus agréable qu'inquiétant ? Pour alerter, il faut rappeler qu'entre 37,5°C et 39°C il n'y a que 1,5°C de différence et pourtant c'est ce qui sépare la santé de la maladie.

En plus du besoin de concret, quelles pistes recommandez-vous pour sensibiliser au mieux ?

G. P. : Le plus efficace en termes de mobilisation est de rappeler pourquoi il est juste d'agir. Cela fait référence à notre système de valeurs. Par exemple, la terre renvoie à notre maison, protéger notre habitat est une valeur que nous partageons tous. Il faut aussi mettre en évidence les acquis positifs que l'on peut attendre de nos actions. Ainsi, si on fait des efforts pour limiter la circulation automobile, chacun va gagner en qualité de l'air. Exprimer la crainte par un discours catastrophiste va au contraire paralyser le public.

Recueilli par
par Jeanne Cassard

Suite page 4.

Les journalistes environnementaux de plus en plus menacés

Cette année, pour la Journée mondiale de la liberté de la presse, vendredi 3 mai, l'Unesco alerte sur les menaces qui pèsent sur les journalistes environnementaux.

L'organisation réunit gouvernements, ONG et médias à Santiago du Chili, pour définir des solutions.

Santiago (Chili)

De notre correspondante



Dans le monde, un journaliste est tué tous les quatre jours, depuis 1993. Ce triste constat est fait par l'Unesco, qui organise à Santiago du Chili sa 31^e Conférence internationale pour la liberté de la presse, du 2 au 4 mai. Cette année, l'organisation des Nations unies publie un rapport intitulé « Presse et planète en danger » et attire l'attention sur l'augmentation des violences et des intimidations à l'encontre des journalistes couvrant l'environnement et le changement climatique.

Selon ce rapport, ces quinze dernières années, 44 journalistes ont été assassinés alors qu'ils couvraient des sujets environnementaux. « Avec cette enquête, nous confirmons que les voix critiques – scientifiques, artistes, et journalistes – qui mettent en lumière les problèmes environnementaux sont victimes d'attaques », s'inquiète Guilherme Canela, chef de la section pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes à l'Unesco.

Sur 10 meurtres de journalistes perpétrés dans le monde, 9 ne sont pas élucidés.

Plus de 70 % des 905 journalistes environnementaux interrogés dans 129 pays déclarent avoir subi, au moins, un type de violence alors qu'ils couvraient une thématique environnementale. 41 % d'entre



Au festival folklorique de Parintins (Brésil), le 25 juin 2022, hommage à Chico Mendes (militant syndicaliste), Bruno Pereira (anthropologue), Dorothy Stang (religieuse catholique) et Dom Phillips (journaliste), tous les quatre assassinés. Suamy Beydoun/AGIF via AFP

eux affirment avoir été victimes de violences physiques, alors que 25 % relatent des attaques judiciaires. Les violences en ligne sont aussi très fréquentes, notamment pour les femmes journalistes.

En 2012, le plan d'action pour la sécurité des journalistes de l'Unesco proposait déjà des solutions aux menaces qui pèsent sur les journalistes dans le monde, particulièrement en zone de conflits. Mais ces quinze dernières années, Guilherme Canela observe que « la majorité des journalistes tués ne se trouvaient pas en zone de conflits. Ils couvraient des thématiques locales ». Il ajoute qu'avec le conflit dans la bande de Gaza, où plus de 100 journalistes sont décédés depuis octobre 2023, « la tendance va évidemment changer ».

Sur 10 meurtres de journalistes perpétrés dans le monde, 9 ne sont pas élucidés. Dans le cas des journalistes environnementaux, seulement 5 assassinats ont été résolus sur les 44 répertoriés par l'Unesco. Les Nations unies s'inquiètent de cette impunité, mais aussi des conséquences sur la vie des journalistes. Selon une étude menée par l'ONG Voces del Sur (Voix du Sud)

– réseau d'organisations latino-américaines pour la liberté d'expression –, au moins 205 journalistes d'Amérique latine et des Caraïbes ont été forcés à l'exil entre 2022 et 2023, pour fuir des menaces.

En 2022, c'est en Amérique latine et aux Caraïbes qu'il y a eu le plus grand nombre d'assassinats de

journalistes. Veronica Goyzueta, cofondatrice du média indépendant brésilien SUMAUMA, raconte que, pour deux de ses collaborateurs vivant dans la ville d'Altamira, au nord du Brésil, en Amazonie, son média « a été obligé de mettre en place des protocoles de sécurité afin qu'ils réalisent leurs re-

portages. Dans cette région, explique-t-elle, l'État brésilien a imposé sa présence de façon violente pour construire l'autoroute transamazonienne et une immense centrale hydroélectrique. S'y concentrent aujourd'hui beaucoup de réseaux criminels ». En juin 2022, son collègue journaliste Dom Phillips et un expert indigène, Bruno Pereira, ont été assassinés alors qu'ils investiguaient sur des réseaux de pêche illégale impactant les communautés indigènes, dans la vallée de Javari.

Face à ces attaques, 45 % des journalistes interrogés par l'Unesco déclarent s'être autocensurés. « Cet aspect est inquiétant, commente Guilherme Canela. Car nous avons besoin d'une presse forte pour apporter des informations de qualité sur les enjeux environnementaux. Sans eux, nous ne pouvons espérer atténuer les effets de la crise climatique. » Pendant les trois jours de la Conférence internationale, le responsable de l'organisation onusienne compte élaborer « des solutions pour assurer la sécurité des journalistes. Une garantie pour la démocratie ».

Marion Esnault

Selon RSF, les États malmènent de plus en plus la liberté de la presse

Reporters sans frontières (RSF) présente aujourd'hui son 22^e classement annuel marqué par l'accentuation des pressions politiques exercées à l'encontre de journalistes et médias dans le monde. En Argentine (66^e, – 26 places), par exemple, le président Javier Milei a « dans un acte symbolique inquiétant, fermé la plus grande agence de presse du pays », déplore l'ONG. Les violences à l'égard des journalistes sont fortes durant les périodes électorales, au Nigeria et en République démocratique du Congo, comme les pressions sur les médias dans les pays du Sahel où les juntes ont pris le pouvoir : Niger, Burkina Faso et Mali. atteintes à la sécurité des journalistes sont particulièrement prononcées lors des conflits. Plus de 100 reporters palestiniens ont été tués par l'armée d'Israël, qui perd sa première place dans la région en figurant cette année au 101^e rang (– 4 places) derrière le Qatar (84^e). La Palestine occupe, quant à elle, la 157^e place du classement. Les pays scandinaves et ouest-européens continuent à figurer en tête du classement. La France gagne trois places depuis l'an dernier pour se hisser à la 21^e position.